



mêmes. Ce sont, à l'origine, des personnalités des Affaires étrangères de la Colombie, avec le soutien du Guatemala, viendront le Pérou, le Bhoutan, le Mexique, qui ont, dès 2011, proposé et imposé l'idée d'avoir ces Objectifs de Développement Durable. Ces pays ont une particularité qui les rassemble, c'est que ce sont des pays à revenu intermédiaire, ni riches, ni pauvres. On devrait dire que ce sont des pays à la fois riches et pauvres. Ce sont des pays riches avec des problèmes de pays pauvres, et des pays pauvres et des problèmes de pays riches. On le voit très clairement en matière d'éducation, d'infrastructures ou de santé. Vous avez à la fois des problèmes d'accès à la santé primaire qu'on peut retrouver dans des pays à très bas revenus, mais aussi des problèmes de maladies de type cancers, maladies cardiovasculaires qu'on trouve dans des pays à très hauts revenus. Ces pays se retrouvent dans un cadre de coopération où ils sont les parents pauvres, ils n'ont pas les facilités de financement des pays riches, ni l'accès à l'aide au développement des pays pauvres. Ces pays se sont emparés de l'agenda des ODD pour deux choses. La première pour montrer que des initiatives politiques ou diplomatiques étaient possibles de la part des pays qu'on voyait très peu dans les relations internationales jusque-là. Sans être un pays émergent, ni une grande puissance, des pays prennent parole dans une enceinte onusienne et imposent un agenda du développement, c'est une grande nouveauté. La seconde raison, c'est qu'il y a une classe moyenne émergente dans des pays qui sont dans la majorité des pays dans le monde. La majorité des pays dans le monde a des revenus intermédiaires, et on les oublie trop souvent. Ils lancent un appel à une révision de la coopération internationale. Tout cela constitue des nouveautés saillantes au regard des OMD.

Le deuxième fait saillant, c'est que les Objectifs du Développement Durable, avec leur centaine d'indicateurs et de cibles, dessinent un projet politique qui porte une certaine vision du vivre ensemble, une vision du vivre ensemble qui, à bien des égards, est un hommage aux valeurs européennes. En effet, pour porter ces valeurs, les pays que j'ai cités, avec le concours des pays européens et d'un plus large nombre de pays, ces pays ont porté l'idée d'une coopération internationale assise sur le droit, le respect de l'égalité des chances, l'égalité hommes-femmes, des valeurs de démocratie et de bonne gouvernance, dont l'affirmation n'a pas été sans difficultés et sans lutte. Il y a eu des luttes et des combats politiques dans la négociation des ODD, entre différentes visions du développement. C'est vrai pour l'affirmation in fine dans ces ODD de l'égalité hommes-femmes, de l'objectif d'une couverture médicale universelle, de l'égalité des chances, en particulier dans l'accès à l'éducation, et de manière très symptomatique et symbolique dans l'objectif de réduction des inégalités de revenu intérieur, dont l'objectif avait été écarté dans la liste de ces ODD par la Chine et les États-Unis en premier lieu, contre l'idée portée par un axe Europe-pays d'Amérique latine, en particulier le Brésil et la Norvège. C'est la vision européenne et de l'Amérique latine d'une société égalitaire qui s'est imposée. Il y a un véritable projet politique dans les ODD qui sont autre chose qu'un tableau Excel rempli d'indicateurs pour le plus grand bonheur des statisticiens. Tout cela crée des obligations particulières. Les ODD sont certes des objectifs universels, mais pour autant, ils créent des obligations particulières pour certains pays, et en premier lieu les pays européens.

Le troisième point saillant que j'aimerais aborder avec vous, c'est un paradoxe, le paradoxe selon lequel, au moment où les Objectifs de Développement Durable portent et affirment des valeurs dans lesquelles devrait se reconnaître pleinement l'Europe, l'Europe est sans doute l'union de pays où on en parle le moins. Il y a quelques exceptions. Il y a des pays qui, à haut niveau, portent les ODD dans l'agenda politique davantage que d'autres, mais pour autant, l'Europe est un peu en retrait dans l'affirmation de l'opportunité d'utiliser ces Objectifs du Développement Durable. Pour quelle raison ? Selon moi, en grande partie pour les deux malentendus que je viens d'énoncer. On a l'idée que les ODD, ce sont des objectifs pour des pays pauvres, ou plus ou moins pauvres, mais cela ne concerne pas les pays européens. Pour se convaincre de l'inexactitude de cet énoncé, il y a une manière très simple de le faire. On peut recourir à un schéma qui montre, sur deux axes, ce qu'est le développement durable. C'est très compliqué de définir le développement durable ou l'expliquer en termes clairs. Il y a une illustration graphique toute simple.



Sur l'axe horizontal, vous portez ce qu'on appelle l'indice de développement humain, qui est un indice synthétique combinant le revenu, l'espérance de vie et l'éducation. Plus vous êtes à droite de cet axe, plus le développement humain est élevé. Vous portez sur l'axe vertical ce qu'on appelle l'empreinte écologique, c'est-à-dire la pollution liée à l'activité économique d'un pays. Plus vous êtes haut sur cet axe vertical, plus vous êtes un pays ou un territoire polluant. On peut visualiser le développement durable par un rectangle. C'est une chose toute simple. Évidemment, c'est approximatif, un rectangle qui se trouve sur la droite où on trouverait des pays qui ont à la fois un indice du développement humain élevé et une empreinte écologique très faible. Ce qu'on voit immédiatement, manque de chance, dans ce rectangle, il n'y a aucun pays. Il y en avait un il y a 10 ans. Je vous laisse deviner lequel.

Réfléchissez. C'est Cuba. Il n'y est plus, Cuba a eu une hausse de son empreinte écologique depuis cinq, 10 ans, qui l'a fait sortir de ce rectangle. La mauvaise nouvelle, c'est qu'il n'y a aucun pays dans ce rectangle. Aucun pays n'est sur une trajectoire de développement durable. La bonne nouvelle, c'est que certains pays en sont quand même assez proches. C'est le cas des pays européens. Les pays européens ne sont pas sur des trajectoires durables, mais pour autant, ce rectangle leur est accessible. Les obligations que créent les ODD pour l'Europe pourraient être saisies par l'Europe, parce que la voix est sans doute compliquée, mais elle n'est pas inaccessible. Le tout est de se rapprocher de ce rectangle et saisir les opportunités qu'offrent les ODD.

En conclusion, les ODD ne sont pas un rêve bureaucratique onusien. C'est un projet politique porté par des pays en développement qui appellent à réviser les règles de coopération internationale, qui portent des valeurs européennes, qui se sont battus conjointement avec l'Europe pour affirmer ces valeurs. Cet agenda crée des obligations à l'Europe, obligations à l'Europe à faire valoir ces ODD hors d'Europe et à l'intérieur de l'Europe. On peut dire que ce n'est pas le cas actuellement. La conclusion ultime étant que la valeur des ODD, dont on débat beaucoup en ce moment, réside dans ce que collectivement nous en ferons.